

BAMAKO

LES FAITS

L'hôtel Radisson de Bamako, au Mali, a été le théâtre d'une attaque ce vendredi. Deux ou trois hommes armés ont fait irruption dans le bâtiment peu avant 7 heures du matin, et ont commencé à tirer, entamant ainsi une prise d'otages. Dès 9 heures, policiers, gendarmes et

forces spéciales maliennes ont pénétré le bâtiment. Vers 17h30, des sources militaires maliennes ont annoncé la fin de la prise d'otages. Au total, 22 personnes ont été retrouvées mortes. Cinq Belges se trouvaient dans l'hôtel, deux sont sains et saufs et un autre a été tué. Le sort des deux derniers est incertain.

Le groupe djihadiste Al-Mourabitoune, proche d'Al-Qaïda, a revendiqué l'attaque sur les réseaux sociaux. La France a adressé ce vendredi à la Belgique une première demande militaire. En des termes encore très vagues, elle demande à la Belgique de ne pas réduire son engagement militaire dans la région du Sahel.

Al-Mourabitoune revendique l'attentat

REPORTAGE

BAMAKO

DE NOTRE CORRESPONDANT

On finit de vérifier, étage par étage, chambre par chambre. » Gilet pare-balles sur le dos et fusil à pompes dans les mains, ce responsable du groupe de sécurité privée Escort, qui assure la protection de l'hôtel Radisson, annonce le dénouement de la prise d'otages.

Selon plusieurs sources sécuritaires maliennes, la totalité des personnes retenues dans l'hôtel a pu être libérée. Mais, 27 personnes, selon des sources médicales et sécuritaires, auraient été tuées au cours de cette attaque. Trois assaillants auraient subi le même sort. Lorsque la prise d'otages semble achevée, en début de soirée, la centaine de Maliens qui s'était amassée aux abords de l'hôtel célèbre les policiers et les gendarmes maliens qui sortent de l'hôtel aux cris de « Vive le Mali ! », et la Primate confirme la fin de l'attaque, qui avait commencé au petit jour. De façon peut-être un peu anticipée : le flou demeure sur la possibilité que d'autres assaillants puissent être cachés dans l'hôtel - des témoignages évoquaient un nombre supérieur d'assaillants - dont la fouille est toujours en cours.

7 h : les premiers coups de feu

Peu avant sept heures du matin, heure locale, les premiers coups de feu retentissent. « Des

tirs nourris », témoigne un Français de passage à Bamako pour des raisons professionnelles, et qui séjournait au Radisson.

Après les premiers coups de feu, il s'est enfermé dans sa chambre avant d'être évacué du bâtiment alors que la prise d'otages était toujours en cours. « J'ai été voir à la fenêtre, j'ai vu ce que je crois être un assaillant, en civil avec une kalachnikov, il tirait derrière lui. Ensuite, j'ai entendu des coups de fusil à pompe, je pense que c'est la sécurité de l'hôtel qui répliquait. Il y a eu pas mal de tirs à l'extérieur, puis ça s'est déplacé à l'intérieur. » Par la fenêtre, il parvient à observer l'assaillant. « En jean et tee-shirt, petite barbe, mais pas une barbe islamique telle qu'on les connaît, il n'avait rien sur la tête. »

Arrivée de la sécurité

Trente minutes plus tard, les forces de sécurité maliennes arrivent sur place. Et dès neuf heures, policiers, gendarmes et forces spéciales maliennes pénètrent dans le bâtiment. La France confirmera plus tard la présence à leurs côtés d'éléments des forces spéciales françaises. Débute alors un minutieux travail de ratissage pour évacuer les personnes barricadées dans leur chambre. Environ quatre-vingts personnes sont évacuées, par petits

groupes. La plupart est en état de choc, parfois en pleurs, mais en bonne santé. Ils n'ont même pas aperçu les assaillants et sont restés cloîtrés jusqu'à ce que les forces maliennes les libèrent.

De source médicale, au moins sept personnes blessées par balles ont été amenées à l'hôpital Gabriel Touré de Bamako, dont une dans un état grave. Et 135 autres recevaient des soins psychologiques dans un complexe sportif aménagé en centre de prise en charge. Selon un pompier malien, les personnes blessées par balles auraient été touchées au moment où les assaillants ont pénétré dans l'hôtel, lors de premiers coups de feu. Alors que l'évacuation des étages inférieurs progresse, les assaillants rassemblent « plusieurs dizaines d'otages » au septième étage, selon des sources sécuritaires et diplomatiques. Les chiffres ne sont ja-

mais exactement les mêmes. L'hôtel Radisson peut accueillir 190 personnes. Pressés par l'intervention des forces de sécurité, les assaillants finissent par se retrancher au troisième étage, dans une chambre.

Pendant de longues heures, l'évacuation se poursuit en attendant l'assaut final. Des gendarmes français du GIGN embarquent à destination de Bamako, et l'on croit que l'assaut ne sera pas donné avant la fin de la journée, à leur arrivée. Le

dénouement est donc plus rapide que prévu, seuls des tirs sporadiques sont entendus dans l'après-midi. Pas de long échange, pas d'explosion : l'opération est menée rapidement, et sans gros dégâts collatéraux. Médecins sans frontières, qui a participé à la prise en charge des personnes évacuées, précise cependant avoir fait don de vingt-cinq sacs mortuaires, sans pouvoir donner de bilan définitif des personnes tuées au cours de cette attaque.

Un hôtel sécurisé

L'hôtel Radisson est un hôtel de luxe de Bamako. Les terroristes qui l'ont pris d'assaut ont donc ciblé un hôtel où ils savaient pouvoir trouver un grand nombre d'Occidentaux. Paradoxalement, c'est aussi l'hôtel le plus sécurisé de la capitale, le seul dont les gardes soient autorisés à porter des armes... ce qui n'a pas dissuadé les assaillants.

Le groupe djihadiste Al-Mourabitoune a revendiqué l'attaque sur les réseaux sociaux. L'Algérien Mokhtar Belmokhtar, chef du groupe Al-Mourabitoune, « est sans doute à l'origine » de l'attentat, a déclaré le ministre français de la Défense, Jean-Yves Le Drian. Al-Mourabitoune, proche d'Al-Qaïda au Maghreb islamique, est le groupe qui avait revendiqué l'attentat du bar-restaurant de la Terrasse, à Bamako, au mois de mars. ■

DAVID BACHÉ

CONTEXTE

Des troubles depuis 2012

Depuis janvier 2012, le Mali a connu plusieurs perturbations.

► En 2012, les djihadistes occupent le nord du Mali. La rébellion touareg et les

groupes islamistes alliés à Al-Qaïda au Maghreb islamique (Aqmi) prennent le contrôle des capitales des trois régions du nord : Kidal, Gao puis Tombouctou.

► En 2013, la France lance l'opération Serval pour stopper la progression des islamistes armés qui menaçaient de poursuivre leur offensive vers le sud. Les

forces françaises reprennent petit à petit contrôle du nord-est.

► En 2014, la ville de Kidal tombe sous le contrôle de groupes rebelles touareg et arabes après une lourde défaite de l'armée.

► Le 7 mars 2015, un attentat contre un bar-restaurant au cœur de Bamako, le premier visant des Occidentaux

dans la capitale, fait cinq morts, trois Maliens, un Français et un Belge. L'attaque est revendiquée par Al-Mourabitoune, le groupe djihadiste de l'Algérien Mokhtar Belmokhtar. Ce même groupe revendique la prise d'otages du Radisson, ce vendredi 20 novembre 2015. (afp)

LA VICTIME BELGE

En mission pour la Fédération Wallonie-Bruxelles

Geoffrey Dieudonné, la victime belge de 39 ans, était en mission à Bamako pour le parlement de la Fédération Wallonie-

Bruxelles. Il était originaire de Saint-Ghislain et habitait Ghlin (Mons). Il était père de deux jeunes garçons. Geoffrey Dieudonné était premier conseiller de direction au Parlement de la Fédération Wallonie-Bruxelles. Il était en mission pour trois jours à Bamako dans le cadre d'une conven-

tion de collaboration avec la francophonie parlementaire. Il donnait, avec d'autres collègues étrangers, un séminaire de formation à l'attention des fonctionnaires parlementaires maliens.

L'écrivaine saint-ghislinoise Florence Monier, une proche de Geoffrey Dieudonné, a

été très choquée par l'annonce de sa mort. « Geoffrey était de Saint-Ghislain, mais il avait habité Jette à partir de 2008 avant de revenir s'installer dans sa région d'origine, à Ghlin, près de Mons. Nous ne savons rien des circonstances de sa mort. (...) Geoffrey devait rentrer dimanche chez lui. » (b)

militaires

La Belgique reste au Mali

Dans la foulée des attentats de Paris, puis de Bamako, la France a adressé ce vendredi à la Belgique une première demande militaire liée à l'activation, lundi dernier par Paris, de l'article 47.2 du traité européen instaurant un devoir de solidarité. « Au cas où un État membre serait l'objet d'une agression armée sur son territoire, les autres États membres lui doivent aide

et assistance par tous les moyens en leur pouvoir, conformément à l'article 51 de la charte des Nations unies », stipule le traité. En des termes encore très vagues, confirme le cabinet de la Défense, la France demande à la Belgique de ne pas réduire son engagement militaire dans la région du Sahel. Cette demande était prévisible puisque le ministre belge de la Défense, Steven Vandeput (N-VA), avait annoncé mardi dans nos colonnes qu'il réfléchissait avec les Nations unies, indépendamment des attentats, à un renforcement de la présence belge au Mali.

Bientôt 90 militaires belges

Le seul pays de la région du Sahel où l'armée belge est déployée de manière durable est effectivement le Mali, avec des militaires de divers profils installés

à Koulikoro, Bamako et Gao. Plus de quatre-vingts militaires belges y sont stationnés, bientôt plus de nonante, sans compter de très probables renforts, en 2016, auxquels réfléchissent l'état-major de l'armée et le cabinet de la Défense. Pour l'essentiel, dans le cadre de la mission européenne d'entraînement de l'armée malienne (EUTM Mali), 75 hommes assurent la « protection de force » de la base de Koulikoro (nord). Ce sont actuellement des soldats issus du bataillon de chasseurs à cheval de Havelée. Pour assurer le relais entre cette force et le QG de l'EUTM dans la capitale Bamako, deux officiers d'état-major se trouvent par ailleurs dans la capitale. Le SGRS (renseignement militaire) a de son côté déployé une forte cellule de renseignement dans la capitale, ce qu'on

appelle un « Belsat » : cinq agents de renseignement, appuyés par deux agents de contre-espionnage.

Sous les couleurs de la mission des Nations unies au Mali (Minusma), la Belgique a également dépêché jusqu'en février un militaire à Gao, la capitale de l'Azawad, qui est intégré à une équipe de renseignement tactique néerlandaise : le « Joint-istar Commando », une cellule chargée de la veille électronique du théâtre des combats. Et il est d'ores et déjà prévu que l'an prochain, sept nouveaux militaires seront intégrés pour un an à la Minusma, à Gao et Bamako. Sans compter les renforts que programme en ce moment la Défense, il y aura donc au moins 92 militaires belges au Mali à la date du 1^{er} janvier. ■

ALAIN LALLEMAND